



Les mobilisations engagées depuis septembre ont permis de faire bouger certaines lignes entre autre le décalage insatisfaisant de la réforme des retraites. Néanmoins, alors que le débat budgétaire va entrer dans la dernière ligne droite mi-décembre, nous devons enfoncer le clou pour faire barrage au budget d'austérité et obtenir plus de justice fiscale, sociale et environnementale.

Les premières semaines de débat parlementaire ont démontré que sans la mobilisation du monde du travail ce budget aura des conséquences catastrophiques pour les travailleurs et les travailleuses, pour nos services publics et pour l'avenir de notre pays. Rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre. C'est donc le moment d'amplifier nos mobilisations pour enterrer définitivement toutes ces régressions, gagner l'abrogation de la réforme des retraites, et obtenir les moyens nécessaires pour nos services publics !

Des régressions nombreuses et graves que nous avons dénoncées dans le budget Bayrou demeurent comme :

- La suppression de 3000 postes dans la Fonction publique et notamment dans l'Éducation nationale, à France Travail, aux Finances publiques, dans les organismes de Sécurité sociale...
- Le gel du salaire des agent.es de la Fonction publique qui a déjà baissé depuis vingt ans de 23 % en euros constants !
- La baisse des moyens des services publics notamment des universités, des collectivités territoriales, de la culture, de la santé, de l'action sociale, ainsi que la baisse des dotations aux associations...
- La taxation des malades avec le doublement des franchises médicales qui pourraient atteindre 350€ par personne, l'augmentation des frais de complémentaire et l'explosion des dépassements d'honoraires.
- La limitation à 15 jours des arrêts maladie et à 4 mois des arrêts en accidents du travail / maladies professionnelles (ATMP).
- L'année blanche et le gel des pensions de retraites jusqu'en 2030, ainsi que de toutes les prestations sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, AAH, RSA...). Sous la pression, le premier ministre s'est engagé à y renoncer mais nous n'avons aucune garantie solide à ce stade.
- La baisse du budget des hôpitaux et des Ehpad alors qu'ils sont déjà contraints de fermer de nombreux lits.

Aussi, alors que les féminicides continuent d'augmenter, aucun budget digne de ce nom n'est alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes et les associations qui prennent en charge les victimes de violences voient leurs ressources diminuer.

Aucune réelle mesure de justice fiscale n'a été adoptée. Avec le soutien de l'extrême droite, l'Assemblée nationale a rejeté la taxation du patrimoine des milliardaires (taxe Zucman) et les mesures visant à remettre en cause une partie des 211 milliards d'aides publiques dont bénéficient les entreprises chaque année sans condition ni contrepartie.

Dans le même temps, alors que les bénéfices des entreprises du CAC 40 atteignent des records, le patronat veut imposer le gel des pensions et des salaires et multiplie les licenciements. Il a bloqué l'augmentation des retraites complémentaires des salarié·es du privé (Agirc-Arrco) et s'oppose à toutes les augmentations de salaires dans les entreprises.

Nous appelons donc l'ensemble des jeunes, des salarié·es, des retraité·es, des privé·es d'emploi et toutes celles et ceux frontalement attaqué.es par ce budget à se mobiliser par la grève et la manifestation le mardi 2 décembre 2025 pour gagner plus de justice sociale, fiscale et environnementale.